

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(C.C.A.P)**

**Marché 26 002 PC**

**Relatif aux**

**Prestations de nettoyage courant, bureaux et locaux accueillant du public,  
pour le bénéfice du Parc national de Port-Cros**

**Lot 1 : nettoyage des locaux du siège administratif à Hyères**

**Lot 2 : nettoyage de locaux accueillant du public, de bureaux et de logements de  
passage, au Fort du Pradeau (presqu'île de Giens) et dans les locaux du PNPC sur  
l'île de Porquerolles**

## Table des matières

1.	CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE .....	4
A.	OBJET DU MARCHE .....	4
B.	FORME DU MARCHE ET REFERENCES AUX ARTICLES DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS .....	4
C.	CLAUSE DE REEXAMEN .....	4
D.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	5
E.	DUREE DU MARCHE .....	5
F.	DESIGNATION DES INTERLOCUTEURS .....	5
	Représentant de l'acheteur .....	5
	Représentant du titulaire .....	6
2.	PRESTATIONS DU MARCHE .....	6
A.	DÉFINITION ET CONTENU DES PRESTATIONS .....	6
B.	CONFIDENTIALITE .....	6
C.	EXECUTION DES PRESTATIONS .....	6
i.	Lieux d'exécution .....	6
ii.	Modalités d'exécution .....	6
iii.	Bons de commande .....	7
iv.	Restrictions au principe d'exclusivité .....	7
v.	Communication des difficultés .....	7
vi.	Personnel intervenant pour le compte du titulaire .....	8
vii.	Règle de reprise des personnels .....	8
viii.	Sécurité des personnels .....	8
ix.	Responsabilité des biens confiés .....	8
x.	Planning d'exécution .....	8
xi.	Opérations de vérification .....	9
xii.	Admission .....	9
xiii.	Sous-traitance .....	9
3.	ASPECT FINANCIER DES MARCHES .....	9
A.	PRIX .....	9
i.	Forme des prix .....	9
ii.	Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes .....	10
iii.	Modalités de révision .....	10
B.	MODALITES DE REGLEMENT .....	11

i.	Présentation des factures.....	11
ii.	Facturation.....	11
iii.	Périodicité des paiements .....	11
iv.	Délais de paiement .....	12
v.	Avance.....	12
vi.	Cession - nantissement.....	12
C.	<i>PENALITES</i> .....	12
D.	<i>REFACTION</i> .....	13
E.	<i>EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES</i> .....	13
4.	ASSURANCE, DIFFERENDS ET LITIGES.....	13
A.	<i>ASSURANCE</i> .....	13
B.	<i>RESILIATION DU MARCHE – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE</i> . 14	
C.	<i>LITIGES</i> .....	14
5.	GESTION DES ATTESTATIONS LEGALES – Inscription obligatoire à HIVEO .....	14
6.	DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	14

## 1. CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

### a. OBJET DU MARCHE

Le présent marché concerne les prestations de nettoyage courant, bureaux et locaux accueillant du public, pour le bénéfice du Parc national de Port-Cros (PNPC).

Lot 1 : nettoyage des locaux du siège administratif (Hyères).

Lot 2 : nettoyage des locaux accueillant du public, de bureaux et de logements de passage, au Fort du Pradeau (presqu'île de Giens) et dans les locaux du PNPC (île de Porquerolles).

Les spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) commun aux deux lots.

### b. FORME DU MARCHE ET REFERENCES AUX ARTICLES DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Le présent marché est passé en procédure adaptée, en vertu des articles R 2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant application du Code de la commande publique.

Le marché est alloti (article R 2113-1 du code de la commande publique).

Le lot 1 est un marché ordinaire (prix forfaitaire).

Le lot 2 comporte une part forfaitaire et une part à bons de commande en vertu des articles R.2162-2, 13 et 14 du code sus cité.

Le montant maximal annuel du lot 2 (part forfaitaire et part à bons de commande comprises) est de 36 000 euros HT.

### c. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, à condition que les modifications soient prévues sous la forme de clauses de réexamen.

Les modifications éventuelles peuvent porter sur

- Le montant maximal annuel du lot 2. Il peut être révisé afin de prendre en compte des prestations supplémentaires de nettoyage sur bons de commande pour les logements de passage. Le recours à ces logements peut évoluer en fonction de l'organisation interne du PNPC.

Dans le cas où le montant maximal serait révisé, l'augmentation ne pourra se faire que dans la limite du seuil des marchés à procédure adapté ; le calcul sera établi d'après le montant total des deux lots sur la durée maximale de deux ans.

- Les jours et heures d'ouverture du Fort du Pradeau et de la Maison de Parc, ce qui impliquerait de revoir la planification, voire les occurrences des passages pour le nettoyage. Dans ce cas, un avenant est établi pour modifier le CCTP et la DPGF en conséquence et éventuellement réviser le montant du forfait.
- A moins que le titulaire ne l'ait déjà prévu dans son offre, il est envisageable que le PNPC fasse l'acquisition d'une lessiveuse de sols pour le Fort du Pradeau et d'une pour le Hameau afin d'optimiser le nettoyage des grandes surfaces au sol. Ces machines, propriété du PNPC, seraient mises à disposition des agents de nettoyage pour la réalisation d'une partie de leurs prestations. Dans cette éventualité, un avenant sera établi afin de déterminer les locaux concernés par ce type de nettoyage et si la cadence d'exécution des prestations s'en trouve réduite, le prix appliqué sera révisé en conséquence.

#### d. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont des pièces particulières et des pièces générales.

Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées connues de l'entreprise.

Conformément à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles sont dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE), et son annexe financière : éléments de décomposition financière de l'offre (DPGF pour les slots 1 et 2), et le bordereau des prix unitaires (BPU lot 2),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses trois annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) FCS applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF du 1er avril 2021,
- L'offre technique du titulaire,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs,

#### e. DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à compter de sa date de notification, pour un début d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> avril 2026, ou à sa date de notification si celle-ci intervient ultérieurement à la date de début d'exécution prévue.

Le marché a une durée d'un an à compter de sa notification.

Le marché est reconductible une fois, soit une durée maximale de deux ans.

#### f. DESIGNATION DES INTERLOCUTEURS

##### Représentant de l'acheteur

Au sens de l'article 2 du CCAG / FCS, « l'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire.

Le représentant de l'acheteur est l'agent chargé de la logistique. Le marché est géré par le secrétariat général de l'établissement.

Les coordonnées téléphoniques et courriel du représentant de l'acheteur sont communiquées au titulaire lors de la notification.

### Représentant du titulaire

En dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG / FCS, le titulaire désigne la personne physique, habilitée à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché, dès la remise de son offre. Ce représentant doit être joignable par téléphone et au besoin désigner un suppléant afin d'assurer des échanges fluides et rapides avec l'acheteur, en cas de besoin.

## 2. PRESTATIONS DU MARCHÉ

### a. DÉFINITION ET CONTENU DES PRESTATIONS

Le périmètre des prestations et leurs modalités d'exécution figurent au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots.

Le CCTP décrit le niveau de qualité des prestations de nettoyage, les lieux d'exécution, les périodes, voire la périodicité, où et auxquelles ces prestations sont exécutées.

### b. CONFIDENTIALITE

Le personnel intervenant pour le compte du titulaire du marché est placé sous sa responsabilité et astreint au secret professionnel.

### c. EXECUTION DES PRESTATIONS

#### i. Lieux d'exécution

Lot 1 :

- Castel Sainte-Claire, à Hyères (continent).

Lot 2 :

- Fort du Pradeau, à Hyères sur la presqu'île de Giens
- Locaux du PNPC sur l'île de Porquerolles, commune d'Hyères.

#### ii. Modalités d'exécution

Le titulaire s'engage à exécuter des prestations rigoureusement conformes aux spécifications du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des charges techniques particulières du marché, et conformément aux règles de l'art.

Il s'engage à assurer la qualité et le suivi des prestations pendant toute la durée du marché et garantit un suivi particulier du client.

### iii. Bons de commande

Les jours et horaires d'ouverture du Fort du Pradeau au public de particuliers sont déterminés. Hors de ces créneaux, le Fort est ouvert aux groupes (notamment scolaires) et autres (réunions, privatisation, etc.) : les activités menées dépendent des réservations.

Les prestations dont l'exécution dépend de l'usage du Fort du Pradeau hors ouverture au public particulier font l'objet de bons de commande.

Selon l'occupation de certains locaux (salle de réunion, maison de Parc et logements de passage), des prestations supplémentaires de nettoyage peuvent s'avérer nécessaires.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires proposés par le titulaire dans le BPU.

Les bons de commande sont émis par l'acheteur au fur et à mesure des besoins pendant la durée du marché.

Les bons de commande peuvent être adressés par courriel et jusqu'au dernier jour de validité du marché, avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Le bon de commande précise la référence du marché, le numéro de lot, le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande, la désignation des travaux demandés, la date et le lieu d'exécution souhaités.

### Observation sur les bons de commande :

En dérogation à l'article 3.7 du CCAG/FCS, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande, qui lui est notifié, appelle des observations de sa part, il doit en faire part au PNPC, dans un délai de deux (2) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

### iv. Restrictions au principe d'exclusivité

Le PNPC est délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficie le titulaire du marché en cas d'incapacité technique ou matérielle du titulaire à intervenir dans le délai permettant le nettoyage avant le jour suivant d'ouverture au public.

### v. Communication des difficultés

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 24 heures ouvrées toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe le représentant de l'acheteur par téléphone et par courrier électronique dès la connaissance du problème.

#### vi. Personnel intervenant pour le compte du titulaire

L'effectif alloué à la réalisation de la prestation et la répartition des tâches est déterminée par le titulaire dans son offre afin de garantir le niveau de prestation attendu. L'identité des personnels est communiquée au représentant de l'acheteur à la notification du marché et toute modification de la composition de l'équipe doit être soumise à sa validation.

En cas d'absence prévue ou inopinée, le titulaire doit assurer le remplacement de son personnel afin de garantir la continuité de la prestation objet du présent marché.

Le titulaire est responsable de la bonne tenue, du comportement et de la discrétion de son personnel. Il s'engage à respecter la confidentialité de toute information dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de son activité.

#### vii. Règle de reprise des personnels

Les marchés en cours sont exécutés par deux titulaires distincts et représentent chacun un à deux personnels.

La règle de reprise du personnel s'applique selon le dispositif « annexe 7 » et sur consentement du personnel du titulaire sortant.

#### viii. Sécurité des personnels

Le titulaire s'engage à veiller à ce que son personnel prenne toutes les dispositions pour travailler dans le respect des normes de sécurité en vigueur relative à la protection des travailleurs.

Il garantit la prévention et la sécurité de son personnel : formation, mise à disposition d'équipement de protection... Toutes dispositions sont prises par le titulaire pour assurer la protection de ses agents

#### ix. Responsabilité des biens confiés

En cas de dommage sur les installations, le titulaire est tenu d'en informer le PNPC.

Si les dommages sont dus à des précautions insuffisantes de son personnel, la responsabilité du titulaire peut être recherchée.

S'il est nécessaire de confier une clé ou un jeu de clés au titulaire pour l'exécution des prestations, le titulaire est tenu pour responsable de toute perte et pourvoir au remplacement de la ou des clés, voire à celui des serrures ; il est de même tenu pour responsable des abus d'usage du personnel qui détient les clés (venue hors de la période d'exécution de la prestation, etc.).

Les clés sont remises en main propre au représentant de l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

#### x. Planning d'exécution

Le titulaire prend en compte les contraintes de fréquentation des lieux et les exigences en matière de résultats, ainsi que les occurrences énoncées pour certaines prestations, pour élaborer son planning d'exécution.



Le planning est soumis à validation de l'acheteur.

#### xi. Opérations de vérification

Les prestations doivent être conformes aux descriptions faites au cahier des clauses administratives particulières et répondre aux spécifications techniques indiquées au cahier des clauses techniques particulières.

Les opérations de vérification qualitatives sont effectuées toutes les semaines par le PNPC.

En dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG/FCS, en cas d'ajournement, le titulaire doit présenter les prestations mises au point dans un délai de 7 jours à compter de l'invitation de l'acheteur.

#### xii. Admission

En l'absence de décision, dans un délai de 15 jours à dater de l'achèvement mensuel de la prestation, la prestation est réputée admise.

#### xiii. Sous-traitance

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant ». Ce formulaire est dûment renseigné, notamment pour le bénéfice ou non du paiement direct, et signé conformément à l'article 3.6 du CCAG / travaux.

Il est rappelé aux entrepreneurs que la Loi du 31 décembre 1975 et des articles R 2193-1 et 2 du Code de la commande publique leur font obligation de présenter leurs éventuels sous-traitants à l'agrément du maître de l'ouvrage :

- Soit lors la conclusion du marché,
- Soit avant l'intervention des sous-traitants sur le chantier.

La sous-traitance de second rang n'est pas acceptée.

### 3. ASPECT FINANCIER DES MARCHES

#### a. PRIX

##### i. Forme des prix

Le prix des prestations récurrentes est forfaitaire. (Lots 1 et 2)

Le prix des prestations ponctuelles effectuées sur bons de commande est unitaire. (Lot 2)

Les prix sont révisables.

Les prix sont établis en euro hors taxes. Le montant de la T.V.A. correspond au taux applicable au moment du fait générateur (exécution de la prestation).

Dans le cas de variation de la taxe sur la valeur ajoutée, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

## ii. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

Les prix sont réputés « tout compris » qui englobent la main-d'œuvre, les déplacements, la fourniture des matériels et des produits de nettoyage ainsi que toutes marges et taxes fiscales et parafiscales.

Sont exclus des prix du marché car à la charge directe du PNPC :

- Le transfert des matériels et produits sur l'île de Porquerolles
- Le prix des trajets bateau entre l'embarcadère de la presqu'île de Giens et l'île de Porquerolles pour le ou les agents désignés pour effectuer les prestations. Pour ce faire, le titulaire transmet l'identité des personnels concernés au PNPC qui commande une carte de transport exclusivement réservée à l'exécution des prestations objet du présent marché. Celle-ci est abondée en fonction du nombre d'interventions prévues sur l'île, et la consommation du nombre de trajets contrôlée afin d'en garantir la cohérence avec le nombre de jours de prestations effectivement réalisés.

## iii. Modalités de révision

Le montant annuel forfaitaire et les prix figurant au BPU sont révisés annuellement au 1er jour du mois de notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o * (I/I_o)$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

P<sub>o</sub> = prix initial

I = dernier indice trimestriel définitif connu au mois précédant celui de la révision

I<sub>o</sub> = valeur de l'indice du trimestre de fixation du prix dans l'offre

L'indice utilisé est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public, sous l'identifiant 010766785 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public | Insee ). <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766785>

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision est calculée avec les valeurs définitives des indices.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée par l'INSEE.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

En dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG, les prix appliqués sont ceux définis à la date du bon de commande.

### Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu lors de l'exécution des prestations. Dans le cas de variation de la taxe sur la valeur ajoutée, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

## b. MODALITES DE REGLEMENT

### i. Présentation des factures

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture, laquelle n'est pas réclamée au titulaire. La facture est émise après exécution du service fait.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, date,
- Références et désignation du marché,
- Numéro du lot,
- Désignation de la prestation, la période ou la date et lieu d'exécution,
- Numéro d'engagement juridique (EJ) du marché,
- Le montant hors taxes des prestations,
- Le taux et le montant des taxes appliquées,
- Le montant toutes taxes comprises des prestations,

Elle est libellée à l'adresse suivante :

Office français de la Biodiversité - Pôle de Montpellier – Parc national de Port-Cros  
Immeuble Le Tabella  
125, Impasse Adam Smith  
34470 PEROLS

### ii. Facturation

Les **factures** sont transmises uniquement par **voie dématérialisée** via le portail **Chorus Pro** en indiquant le **n° de SIRET 18830005700109 (PNPC)**, et le **service : MARCHES**, ainsi que le n° du marché et le numéro d'engagement juridique.

### iii. Périodicité des paiements

Le paiement intervient après service fait sur présentation de la facture établie par le titulaire.

Pour les prestations exécutées de façon hebdomadaire et mensuelle, le forfait annuel de nettoyage est payé par acompte mensuel, après exécution du service fait (terme échu), sur la période d'exécution de la prestation.

Pour les prestations exécutées annuellement (décapage des sols et nettoyage des vitres dont le nombre d'occurrences est proposé par le titulaire), elles sont payées mensuellement après exécution et attestation du service fait.

Le montant des paiements mensuel est calculé sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire au regard du service fait.

#### iv. Délais de paiement

Le PNPC procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

#### v. Avance

Sans objet.

#### vi. Cession - nantissement

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics : la Directrice du PNPC.

Comme comptable assignataire des paiements :

Agent comptable

Office Français pour la Biodiversité - Pôle de Montpellier

Immeuble Tabella

125, Impasse Adam Smith

34470 PEROLS

#### c. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités.

Le titulaire est redevable de ses obligations contractuelles et il ne peut se considérer libéré de son ses obligations du fait du paiement des pénalités.

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

Lorsqu'une prestation récurrente n'est pas effectuée dans les délais convenus et qu'elle est constatée\*, et qu'elle ne peut être reportée sans impact sur l'état de propreté attendu, il est fait application des pénalités suivantes, en sus de l'application d'une réfaction :

- Nettoyage hebdomadaire : absence hebdomadaire non rattrapée sur la même semaine, une pénalité forfaitaire de 100 euros est appliquée en sus de la réfaction,
- Nettoyage des sanitaires (lot 2) : chaque absence (qu'il s'agisse d'un site ou de tous les sites) fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 20 euros appliquée en sus de la réfaction,
- Vidage mensuel du container carton extérieur et des bacs de tri (lot 1) : à compter d'une semaine calendaire de retard, pénalité de 100 euros par semaine de retard,
- Absence aux réunions de suivi d'exécution ou de contrôle contradictoire demandés par le PNPC, une pénalité forfaitaire de 50 euros est appliquée.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités sont forfaitaires.

\* Toute notification de ce constat doit pouvoir être tracée et certifier la date et l'heure de réception par le titulaire.

Conformément au 14.1.2, les pénalités sont plafonnées à 10 % du montant total HT du marché.

#### d. Réfaction

Toute prestation non exécutée ou non conforme aux obligations de résultat attendues fait l'objet d'une réfaction proportionnelle au manquement et calculée sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire.

#### e. Exécution de la prestation aux frais et risques

Conformément à l'article 45 du CCAG de référence, et dans les conditions énoncées, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

### 4. ASSURANCE, DIFFERENDS ET LITIGES

#### a. ASSURANCE

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable du fait de son activité et justifier d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'ouvrage.

## b. RESILIATION DU MARCHÉ – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de non-exécution satisfaisante des travaux réalisés, constatée et notifiée au titulaire par lettre recommandée, le marché peut être résilié sans préavis par le PNPC sans aucune indemnité, seuls seront facturés les prestations réalisées et conformes au CCTP.

Il sera fait application des articles 38 à 43 du C.C.A.G./FCS.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'administrateur ou le liquidateur est mis en demeure par le PNPC de se prononcer sur la capacité du titulaire à poursuivre l'exécution du marché. Sans réponse de sa part dans un délai d'un mois, le marché est résilié de plein droit.

## c. LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## 5. GESTION DES ATTESTATIONS LEGALES – Inscription obligatoire à HIVEO

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – [www.hiveo.fr](http://www.hiveo.fr)), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au Donneur d'ordre (l'acheteur). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier du titulaire est automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Il s'engage en outre à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 7 jours qui suivent la notification du marché, il doit créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'acheteur sur simple demande. Le compte doit être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO pendant toute la durée du marché. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation.

Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

## 6. DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Les paragraphes du présent CCAP dérogent aux articles du CCAG/FCS dans les conditions définies ci-dessous :

§ du CCAP	Articles du CCAG/travaux
1.e désignation du titulaire au stade de l'offre	3.4.1 Désignation du représentant du titulaire au moment de la remise de l'offre
2.c.ix délai de 7 jours pour présenter les prestations mises au point en cas d'ajournement	30.2.1 Délai de 15 jours
3.c pénalités forfaitaires Et non exonération des pénalités	14.1.1 calcul des pénalités 14.1.3 exonération des pénalités < 1000 euros